

**Nations unies - Réunion  
ministérielle sur le G5 Sahel -  
Conseil de sécurité - Intervention de  
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères  
(New York, 30 octobre 2017)**

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Représentants permanents,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, tout d'abord, de remercier le secrétaire général, le ministre des affaires étrangères de la République du Mali et le président de la commission de l'Union africaine et le représentant de l'Union européenne pour leurs présentations respectives.

Je tiens aussi à vous remercier, Monsieur le Secrétaire général, pour la présentation de votre rapport sur la montée en puissance de la force conjointe du G5 Sahel. Avec les conclusions de la visite que ce conseil a effectuée au Sahel il y a dix jours, ce rapport nous offre une base de discussion très solide, s'agissant du soutien à apporter à cette initiative exemplaire.

Le constat est limpide : les groupes terroristes au Sahel représentent aujourd'hui une menace globale, à la fois pour la stabilité de la région mais aussi pour la sécurité internationale. Les terroristes se jouent de nos faiblesses et de nos divisions. Ils sont alimentés par les trafics de drogue et les trafics d'êtres humains ; ils ont démontré à plusieurs reprises leur capacité à frapper le Mali, le Niger, le Burkina Faso et à vouloir atteindre les pays voisins ; cette menace n'épargne pas non plus nos ressortissants et nos forces engagées aux côtés de nos partenaires sahéliens.

Cette situation a des incidences directes sur la sécurité de nombreux autres pays, en Afrique, en Europe et dans le reste du monde. Elle appelle une réaction claire, forte et coordonnée des Nations unies, mais également de chacun d'entre nous.

La Force conjointe du G5 Sahel, c'est la bonne réponse à ce défi. Contre une menace qui se joue des frontières, la réplique doit être organisée entre États frontaliers. C'est ce qui fait de la force conjointe une initiative exemplaire. Elle exige notre appui pour monter suffisamment en

puissance afin de répondre à la menace terroriste régionale.

En conjuguant leurs forces dans le but explicite de sécuriser leurs frontières et en se donnant les moyens de réussir, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad s'inscrivent en complément des efforts de la communauté internationale dans la région. Je pense à la mission des Nations unies au Mali, la MINUSMA, aux missions européennes EUTM Mali et EUCAP Sahel Mali qui ont permis la reconstruction des forces armées et des forces de sécurité maliennes. Je pense bien sûr aux 4.000 soldats de la force française Barkhane.

La force conjointe du G5 Sahel doit permettre à la MINUSMA et à Barkhane de se concentrer sur le coeur de leurs missions respectives, à la demande du gouvernement malien, afin de gagner encore en efficacité. C'est pourquoi la force conjointe du G5 doit pouvoir progressivement être dans la capacité de lutter contre le terrorisme et les trafics.

La récente visite du conseil de sécurité au Sahel a permis de constater la réalité de cette force, qui est, cela a été rappelé, aujourd'hui opérationnelle sur son fuseau central, où elle commence sa première opération. Cette visite a également permis de mesurer sa nécessité et tout son potentiel, s'agissant de forces armées qui accroissent rapidement leur interopérabilité. Cette visite a enfin permis de vérifier le sérieux et la détermination des États du G5 dans la mise en oeuvre de cette initiative. Et je tiens à saluer ici devant les représentants de chacun de ces cinq États, leur engagement est la clé de la réussite. Je veux redire, une fois encore, qu'ils ont le plein soutien de la France.

Cette initiative est encore jeune ; il reste de nombreux défis à relever avant qu'elle ne soit pleinement active sur ses trois fuseaux. Elle devra aussi répondre aux exigences en matière de respect des droits de l'Homme, sans lesquelles la lutte contre le terrorisme ne saurait être efficace. Mais force est de constater qu'aujourd'hui, huit mois après l'annonce initiale, la force conjointe existe bel et bien : elle débute ses opérations sur le fuseau central ; c'est là qu'elle doit d'abord jouer pleinement son rôle.

Et la question n'est plus aujourd'hui de savoir s'il faut que la communauté internationale soutienne la réponse apportée par les États du G5. Je crois pouvoir dire que nous en sommes aujourd'hui tous convaincus. Désormais, nous devons nous demander comment elle peut l'aider, sans ôter aux États du G5 leur responsabilité première dans la sécurisation de leurs frontières.

Les soutiens bilatéraux, comme vous l'avez souligné dans votre rapport, Monsieur le Secrétaire général, demeurent cruciaux pour aider la force conjointe à atteindre sa pleine capacité.

À cet égard, la France prend toute sa part dans cet effort qui doit être collectif. Elle prend toute sa part, via l'appui matériel et technique qu'ont apporté la force Barkhane et son dispositif de coopération de sécurité et de défense. L'Union européenne s'est elle aussi mobilisée en décidant immédiatement d'apporter une aide conséquente de 50 millions d'euros destinée à appuyer le lancement de la force.

J'appelle nos partenaires à jouer pleinement leur rôle dans cet effort nécessaire, particulièrement en vue de la conférence de soutien à la planification qui se tiendra à Bruxelles le 14 décembre. À cette occasion, des annonces aussi importantes et concrètes que possible sont attendues.

Mais nous devons aussi élaborer une aide multilatérale ; elle offrirait un appui opérationnel et logistique pérenne à la force conjointe. Cela constituerait un signal important du soutien de la communauté internationale aux pays du G5 dans leur lutte contre les organisations terroristes.

Le rapport du secrétaire général nous offre des options bien articulées de possibles soutiens. C'est un rapport ambitieux et je tiens à l'en remercier. Il nous reviendra de le mettre à profit, dans les prochains jours, dans la déclinaison opérationnelle que nous en ferons.

Le conseil de sécurité, et à travers lui la communauté internationale, doit se montrer à la hauteur du défi que sont en train de relever les États de la région pour lutter ensemble contre le terrorisme.

Le conseil de sécurité doit être au rendez-vous et appuyer la montée en puissance opérationnelle de cette force. D'abord, en jouant tout son rôle de mobilisation en faveur de cette initiative, mais aussi en réfléchissant à des formes de soutiens multilatéraux comme le propose le secrétaire général.

Des options de soutien logistique de la force telle qu'elle est aujourd'hui conçue par la MINUSMA doivent pouvoir être étudiées à court-terme, comme le propose le rapport du secrétaire général. Je suis convaincu que ce soutien peut être mis en oeuvre sans altérer en rien la capacité de l'opération de maintien de la paix que joue la MINUSMA. Je voudrais donc vous inviter à considérer ces options de manière ouverte.

Soyons ambitieux mais aussi pragmatiques et réalistes, comme l'est l'approche par options du rapport du secrétaire général. L'essentiel est de bien débiter et d'accompagner la montée en puissance initiale de la Force conjointe. Il nous reviendra de faire ensuite avec le G5 un bilan d'étape et de décider de faire évoluer ce soutien en fonction des résultats obtenus sur le terrain par nos partenaires. Mais ne manquons pas cette première étape, celle où l'histoire qui s'écrit avec le G5 nous donne rendez-vous dès aujourd'hui. Nous devons avoir apporté notre soutien à la Force conjointe d'ici à la conférence de soutien à la planification qui pourrait se tenir à Bruxelles, le 14 décembre prochain.

Bien entendu, face aux menaces que connaît le Sahel, la réponse ne peut être uniquement de nature sécuritaire. Il ne peut y avoir de paix durable sans développement durable. Un effort supplémentaire dans ce domaine doit donc être entrepris pour stabiliser la région.

La France en a pleinement conscience. C'est pourquoi avec l'Allemagne, l'Union européenne, la banque mondiale, la banque africaine de développement et le programme des Nations unies pour le développement, elle porte le projet d'une alliance pour le Sahel. Ce projet doit permettre d'atteindre des résultats significatifs et plus rapides dans les domaines-clés du

développement que sont notamment l'employabilité des jeunes, l'agriculture, l'énergie ou encore la gouvernance et la sécurité. Sans la garantie d'un accès à l'éducation, à un avenir plus prometteur, nous ne parviendrons pas à empêcher de nombreux jeunes gens de se jeter par désespoir dans les griffes des groupes terroristes.

Enfin, tous ces efforts nous imposent une pleine mise en oeuvre du processus de paix au Mali. J'en appelle à nouveau aujourd'hui à la responsabilité de toutes les parties concernées. J'appelle aussi aux nécessaires efforts de gouvernance et de dialogue avec les communautés concernées dans la zone où se déploiera la force conjointe du G5 Sahel, en particulier aujourd'hui aux frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso.

Je vous remercie de votre attention./.